



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN DE MENTON



Sommaire

- p. 02 Un dynamisme démographique modéré
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE
- p. 04 Le profil des emplois du territoire
- p. 05 Trois offres d'emploi sur cinq se répartissent sur trois domaines professionnels
- p. 06 Une réduction du potentiel d'emploi

- p. 08 La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018
- p. 09 La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe
Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Près de 5 200 reprises d'emploi en 2019
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022
- p. 12 750 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin
- p. 13 51% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AIF permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 15 En résumé
- p. 16 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares de la région.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 83 100 habitants au 1^{er} janvier 2017.
- ② 9 330 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 11 500 salariés du secteur concurrentiel à fin 2020
- ④ 1 950 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2019 et juin 2020.
- ⑤ 7,1 % de taux de chômage au 2^e trimestre 2020.
- ⑥ 8 190 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2^e trimestre 2020 ; 56% de demandeurs d'emploi indemnisés au 1^{er} trimestre 2020.
- ⑦ 7 480 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2^e trimestre 2020, dont 14% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 6% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et aucun résident en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un dynamisme démographique modéré

Au 1^{er} janvier 2017, le nombre d'habitants du bassin d'emploi atteint 83 100 (troisième bassin le moins peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. **Tableau 1**]. La densité de population est de 124 habitants au km² (160 pour la région).

Entre 2012 et 2017, la population affiche un rythme de progression quasi nul avec +0,05% en moyenne par an (+0,4% région), alors que cette progression était négative sur la période 2007-2012 (-0,15%). Cette stagnation résulte d'un solde naturel (écart entre les naissances et les décès) négatif compensé par un solde migratoire positif.

Au 1^{er} janvier 2017, les moins de 25 ans sont moins nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 25% de la population (28% région). Le taux d'étudiants (9%) est légèrement inférieur à celui de la région (10%). À l'inverse, les 55 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le bassin (37%). Le taux de retraités (7%) y est légèrement supérieur (6% en région).

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Menton	région	bassin de Menton
Hommes	2 406 100	38 900	48%	47%
Femmes	2 624 800	44 200	52%	53%
0-14 ans	846 500	12 800	17%	15%
15-24 ans	550 800	7 600	11%	9%
25-54 ans	1 858 200	31 800	37%	38%
55-64 ans	643 500	10 800	13%	13%
65 ans et +	1 131 900	20 100	22%	24%
Ensemble	5 030 900	83 100	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Menton	région	bassin de Menton
15-24 ans	214 100	3 100	10%	8%
25-54 ans	1 632 000	29 100	74%	75%
55-64 ans	359 600	6 400	16%	17%
Ensemble	2 205 700	38 600	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

Le bassin compte plus d'employés et d'ouvriers que la moyenne régionale [cf. **Graphique 1**].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : +0,4 pt pour les cadres, +1,3 pt pour les professions intermédiaires et -1,6 pt pour les employés.

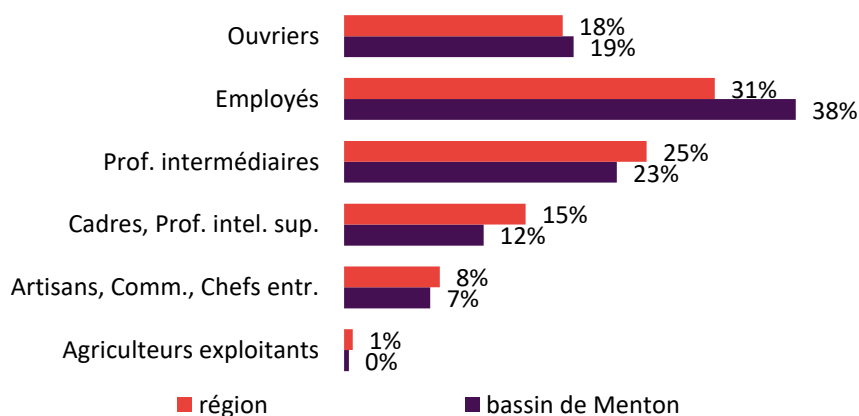
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2017 atteint 38 600, soit 77% des 15-64 ans (72% en région). Les profils par tranche d'âge des actifs sont similaires dans le bassin et la région, avec une légère sous-représentation des 15-24 ans dans le bassin [cf. **Tableau 2**]. Toutefois, 59% des 55-64 ans sont actifs dans le bassin (56% en région).

Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité d'employés et de professions intermédiaires.

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))

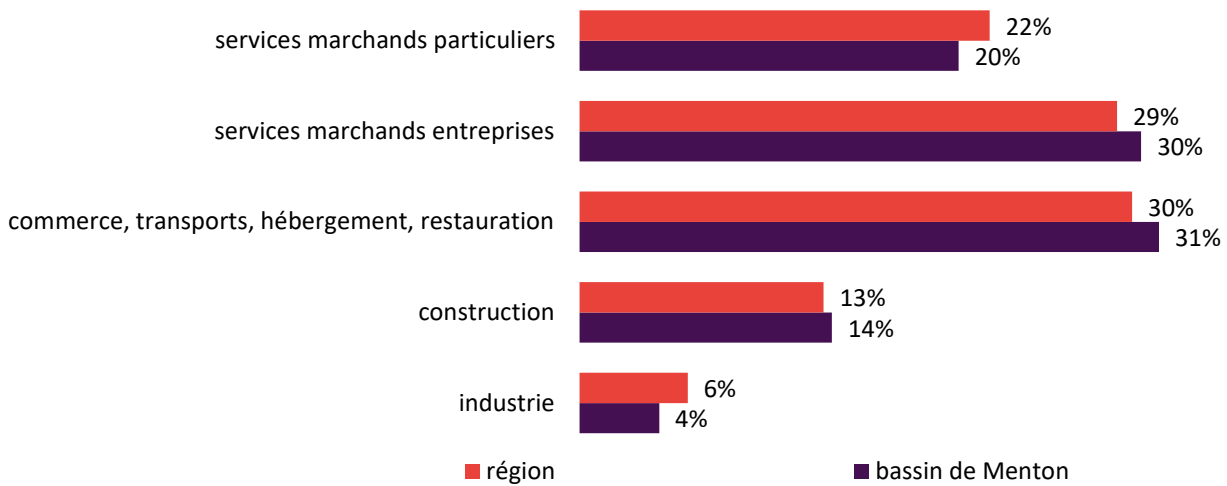


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 9 330 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 2% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est très orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est toujours supérieur à celui de la région (83% contre 71%). La répartition du tissu productif local par secteur d'activité est globalement similaire à celui de la région (avec toutefois une légère sous-représentation des entreprises des services marchands particuliers et de l'industrie), et 97% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est légèrement inférieur à celui de la région (11% contre 12%).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



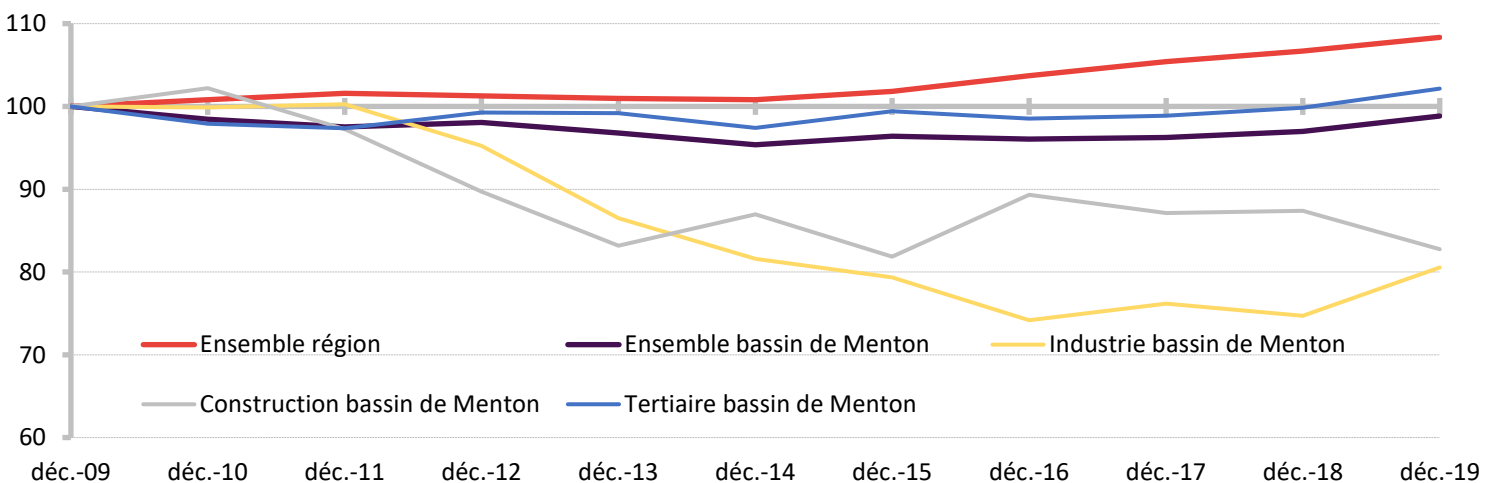
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

L'emploi concurrentiel progresse toujours

Le taux d'emploi du bassin (68%) est relativement plus haut que celui de la région (62%). Le nombre de salariés du secteur privé progresse lentement depuis 2014 dans le bassin [cf. Graphique 3], poussé par le dynamisme du secteur tertiaire. Le niveau d'emploi augmente de +2% entre 2018 et 2019. À fin 2019, 2 610 établissements du secteur privé y emploient 11 500 salariés, ce qui représente 1% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2009 = 100)

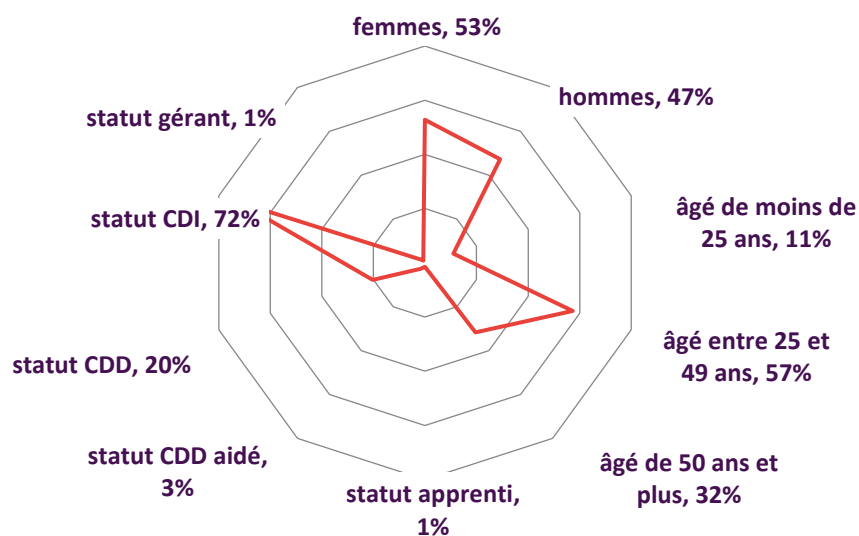


Source ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

Le profil des emplois du territoire

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

À fin 2016, 13 190 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 57% des cas et en CDI dans 72% des cas.

33% des femmes travaillent à temps partiel, contre 15% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (7% des hommes) [cf. Tableau 3].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	4%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	3%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	13%	6%	10%
Quotité de travail de 75% et plus	10%	2%	6%
Temps plein	67%	85%	75%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	2 250	17%
Restauration traditionnelle	820	6%
Hôtels et hébergement similaire	750	6%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	380	3%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	330	3%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	300	2%
Supermarchés	300	2%
Restauration de type rapide	280	2%
Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	260	2%
Activités combinées de soutien lié aux bâtiments	250	2%
Ensemble	13 190	100%

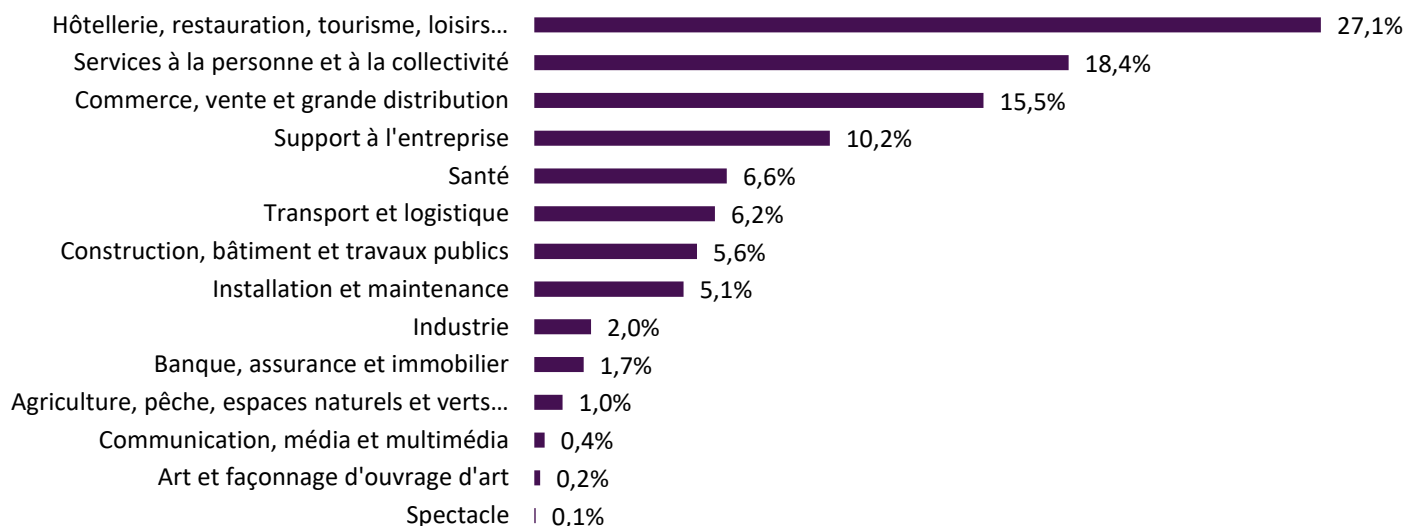
Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Trois offres d'emploi sur cinq se répartissent sur trois domaines professionnels

De juillet 2019 à juin 2020, 1 950 offres d'emploi ont été déposées dans les agences Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs enregistrent le plus grand nombre d'offres déposées à Pôle emploi avec 27%. Les services à la personne et à la collectivité suivent avec 18% devant les métiers du commerce, vente et grande distribution (15%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

		Volume	Poids
1 ^{er}	Personnel de cuisine	150	8%
2 ^e	Service en restauration	100	5%
3 ^e	Assistance auprès d'adultes	100	5%
4 ^e	Réception en hôtellerie	50	3%
5 ^e	Personnel polyvalent en restauration	50	3%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Il ressort de la crise sanitaire une baisse de -20% à fin juin 2020 pour le nombre d'offres déposées à Pôle emploi au cours des douze derniers mois, soit un total de 1 950. Les contrats à durée déterminée ont été les plus impactés par ce recul (respectivement -33% et -34% pour les CDD de moins de six mois et de six mois et plus). À l'exception de la santé humaine et action sociale, les secteurs les plus pourvoyeurs en poste de ce bassin, tels que l'hébergement et restauration, le commerce - réparation d'automobiles et de motocycles et les activités des services administratifs et de soutien n'ont pas été épargnés.

EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche sur les douze derniers mois diminue de -14% sur un an et s'établit à 21 500 unités [cf. Tableau 6]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (2 040 soit 9% des DPAE), le secteur de l'hébergement et restauration (8 490 soit 39% des DPAE et 44% des DPAE hors intérim) est, de loin, celui qui a le plus embauché au cours de l'année, suivi de la santé humaine et action sociale (2 840 soit 13% des DPAE et 15% des DPAE hors intérim). Toutefois, ces derniers utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	10 800	50%	-17%
Missions intérimaires	2 000	9%	-7%
Contrats de six mois et plus	4 400	20%	-12%
-Autres- ^(*)	4 300	20%	
Ensemble	21 500	100%	-14%

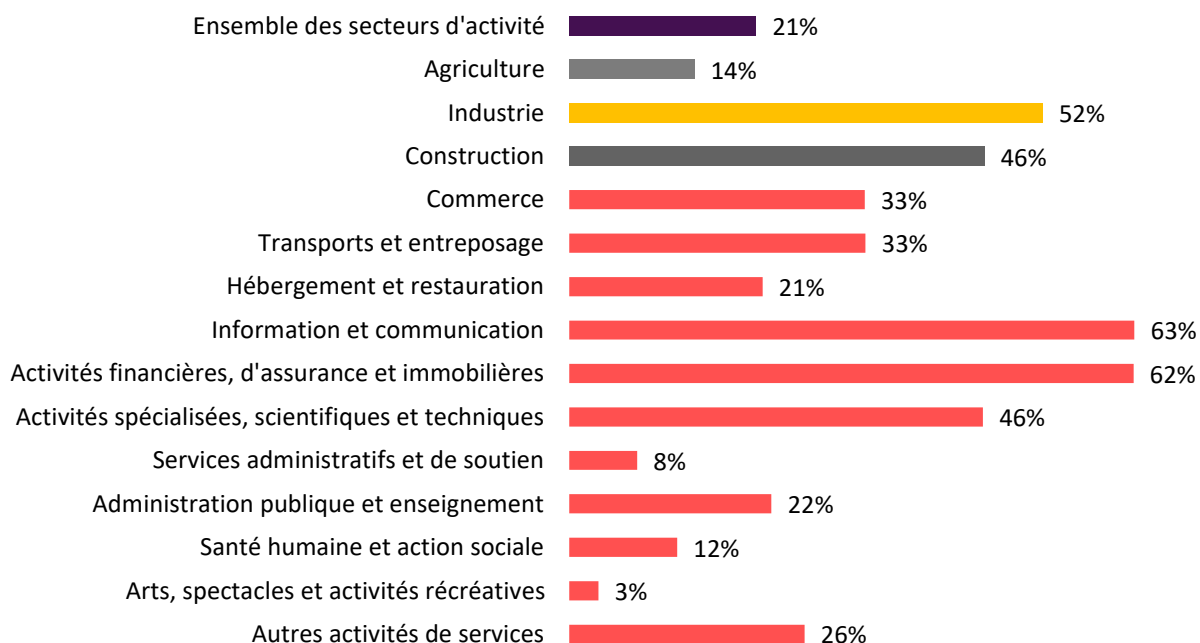
(*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 21% des DPAE. L'industrie et les activités financières, d'assurance et immobilières (chacune 2% des DPAE hors intérim) s'orientent en grande partie vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 52% et 62%. Le secteur du commerce (11% des DPAE hors intérim) a recours dans un tiers des cas à de l'emploi durable [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



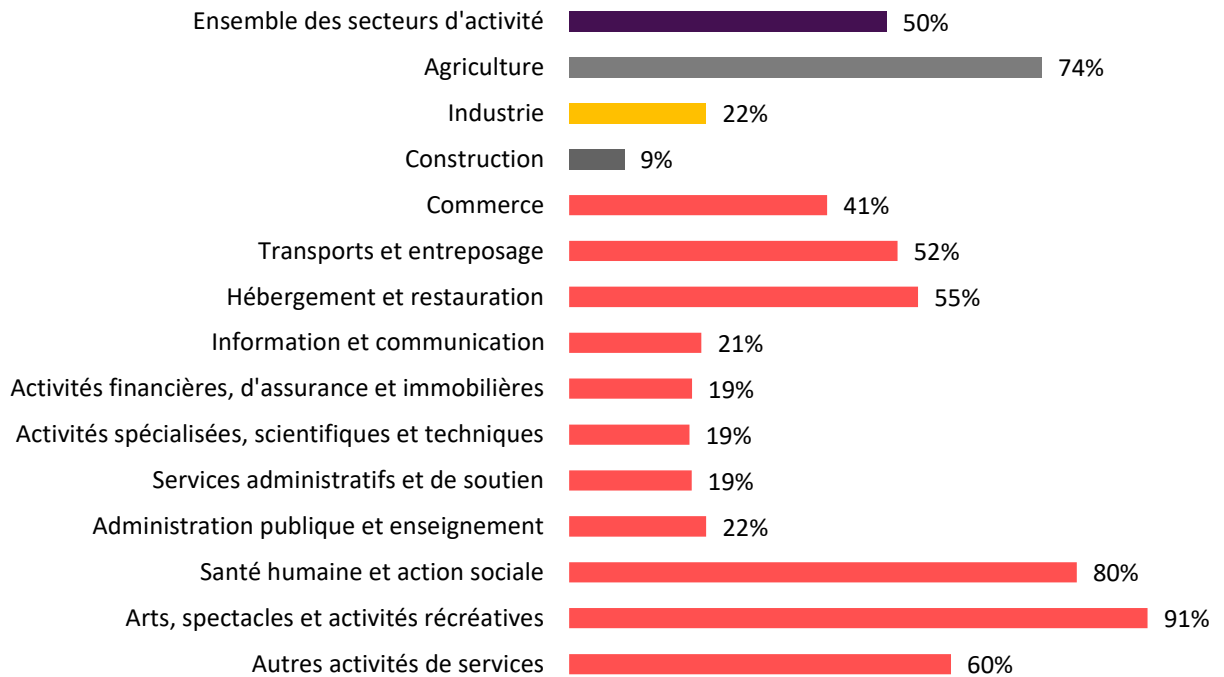
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



La moitié des DPAE concerne des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour de nombreux secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et les arts, spectacles et activités récréatives (respectivement 0,5% et 8% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale (15% des DPAE hors intérim) présente aussi une grande part de contrats courts.

Graphique 7

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés notamment celui de l'administration publique et des activités spécialisées scientifiques et techniques, ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

L'administration publique a recruté 600 contrats, soit autant que le cumul juillet 2018 - juin 2019. Les activités spécialisées, scientifiques et techniques ont embauché 460 personnes, soit +25% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019, mais en majorité pour des contrats de moins d'un mois. Ces augmentations sont cohérentes avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans l'hébergement restauration (-23%) et des arts, spectacles et activités récréatives (-12%). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés.

Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

EN SAVOIR PLUS

- Requêteur de données de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))

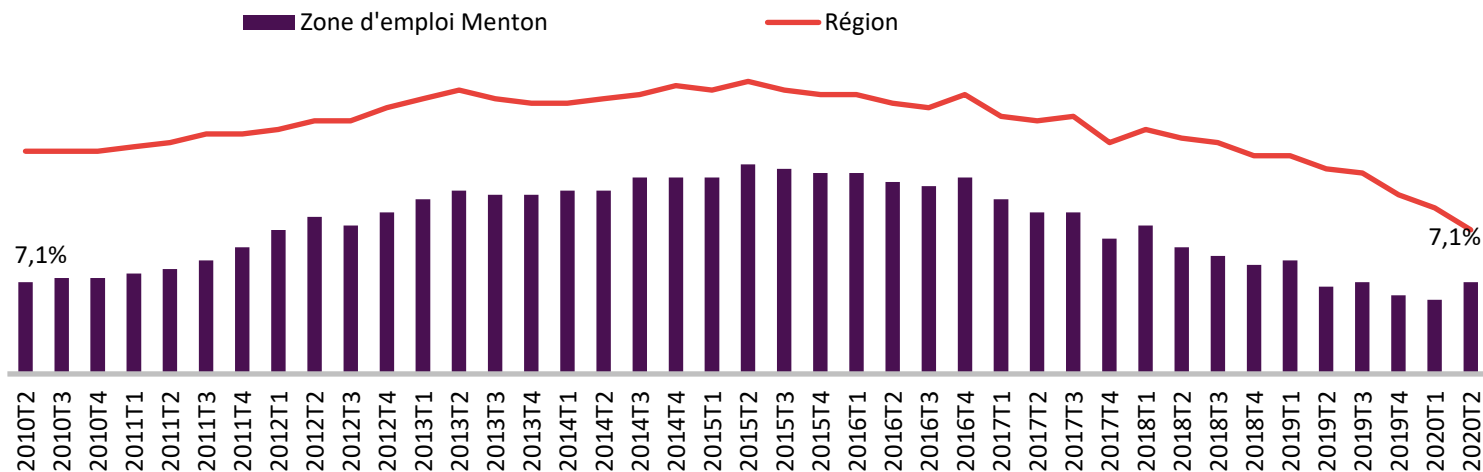


La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Malgré une tendance à la baisse depuis juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Menton a peu varié en dix ans [cf. Graphique 8] pour s'établir à 7,1%, un taux nettement inférieur à celui de la région (8,3%). L'écart avec le taux régional est de -2,3 pts en moyenne.

Graphique 8

Taux de chômage localisé

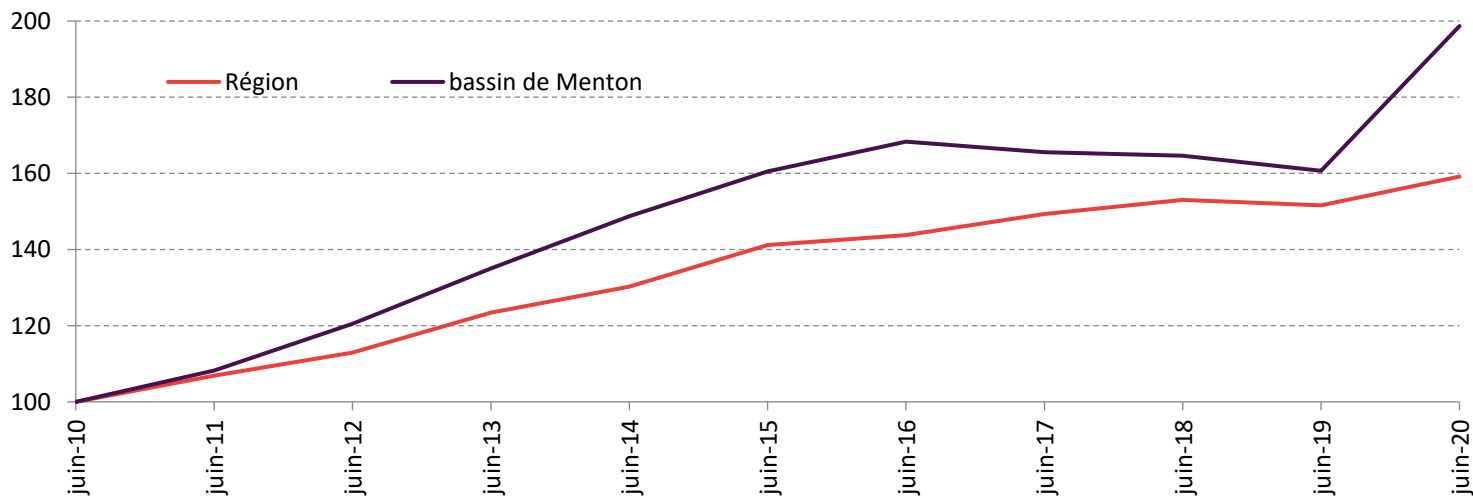


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 7 480 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en 2018 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+23,6% entre juin 2019 et juin 2020). Le bassin affiche une hausse près de cinq fois plus rapide que la région (+5% entre juin 2019 et juin 2020) [cf. Graphique 09]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont nettement supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont plus de deux fois supérieures. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020.

Graphique 09

Évolution de la DEFM cat. ABC depuis juin 2010 (indice base 100)



Source : Pôle emploi – STMT (données brutes)



La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent.

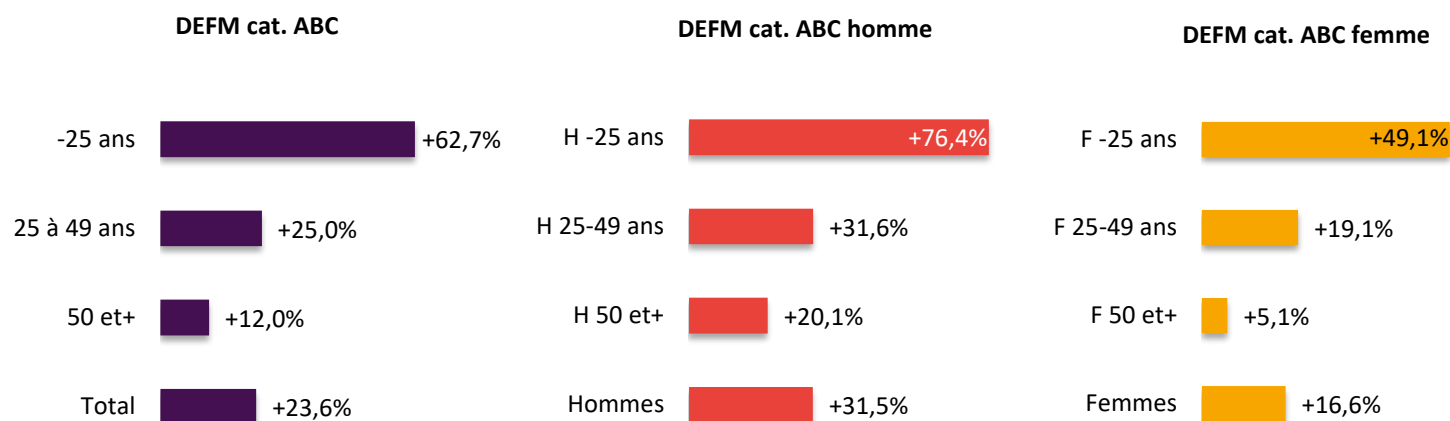
Ainsi, la population des moins de 25 ans diminuait progressivement depuis 2013 mais connaît une hausse marquée au 2^e trimestre 2020 pour se chiffrer à 760 personnes (soit +290 sur un an). Les 25-49 ans remontent à 4 490 (+900) et les seniors affichent un niveau jamais atteint à cette période (2 230, soit +240).

Les hommes sont plus affectés que les femmes pour toutes les tranches d'âge.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (10%) dans la demande d'emploi (13% pour la région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les Bac+3 et plus sont un peu plus présents dans le bassin (17%) que dans la région (16%). Les femmes sont légèrement moins représentées, avec 50% (51% en région). Il y a proportionnellement moins de bénéficiaires du RSA (14%) dans le bassin qu'en région (20%).

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a plus que quadruplé en dix ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 1 500 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^e trimestre 2020, soit 20% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 1 500 à fin juin 2020, en hausse de +12,5% sur un an.

2 800 DELD
(≥ 1 an)
+8,8% sur un an

1 500 DETLD
(≥ 2 ans)
+10% sur un an

1 500 en ACO3
+12,5% sur un an

EN SAVOIR PLUS

- Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

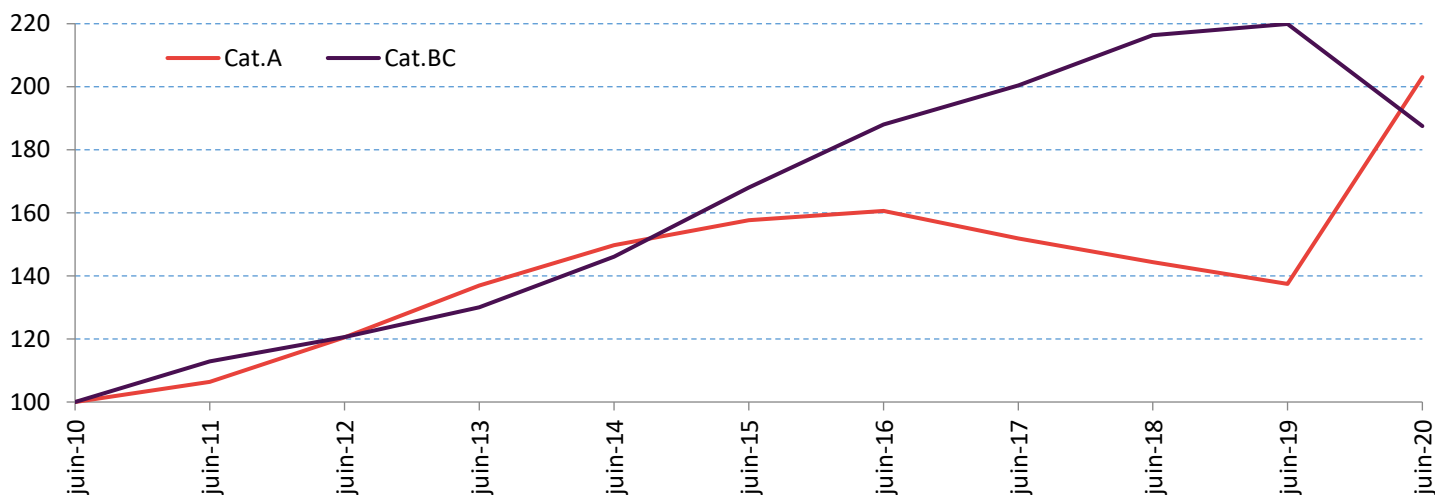


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2015, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2016 à 2019, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Près de 5 200 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

L'impact négatif de la crise sanitaire a commencé à se manifester sur cet indicateur au 1^{er} trimestre 2020 avec un recul annuel de -27%.

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	1 180	23%	+2,9%
Passage en C	1 680	32%	+2,2%
Passage en E	0	0%	-55,9%
AFPR / POE	20	0%	-41,5%
DPAE durable	1 260	24%	-0,7%
DPAE non durable	1 050	20%	+2,8%
Ensemble des reprises d'emploi	5 200	100%	+1,3%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). Dans le bassin de Menton, 3 700 personnes sont ciblées « PIC », soit 49% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 8 et 9]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus, et, dans une moindre mesure, pour les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi et les demandeurs d'emploi de longue durée.

Tableaux 8 et 9

Caractéristiques du public PIC en juin 2020

Région	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	255 300	51%	119 800	45%	47%
Moins de 25 ans	60 400	12%	30 200	11%	50%
50 ans et plus	138 300	28%	87 100	32%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	232 700	46%	128 000	48%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 000	9%	29 800	11%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	75 000	15%	51 600	19%	69%
Ensemble des DEFM cat. ABC	500 800	100%	268 100	100%	54%

bassin de Menton	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	3 700	49%	1 600	43%	43%
Moins de 25 ans	800	11%	300	8%	38%
50 ans et plus	2 200	29%	1 400	38%	64%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	2 800	37%	1 400	38%	50%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	500	7%	300	8%	60%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	0	0%	0	0%	-
Ensemble des DEFM cat. ABC	7 500	100%	3 700	100%	49%

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

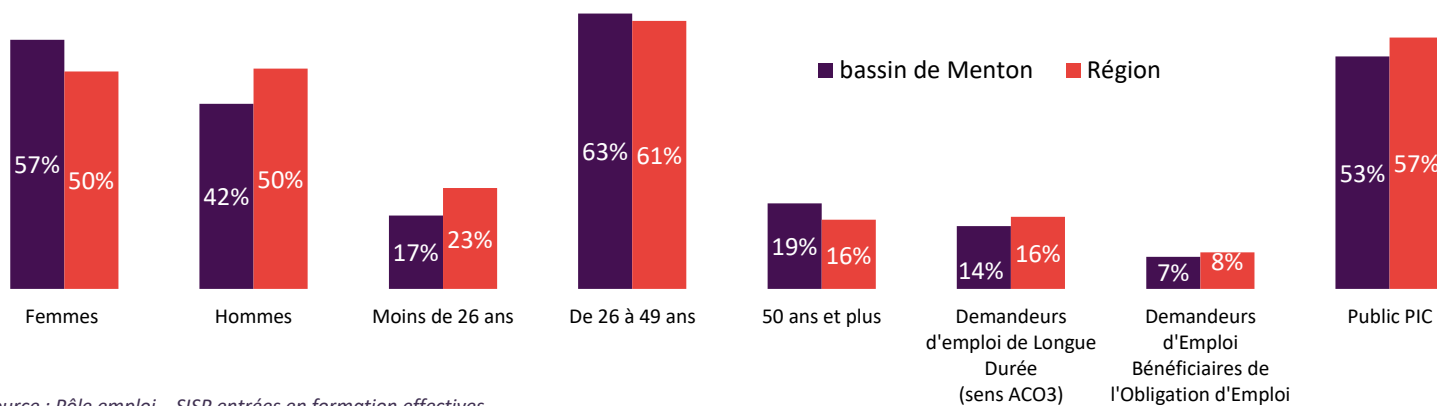


750 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont plus de 750 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Menton. Ils représentent 1% des entrants en formation de la région. Le profil des entrants en formation du bassin est globalement proche du régional, mais compte relativement plus de femmes, plus de 50 ans et plus, et moins de jeunes et de public PIC que la région [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin

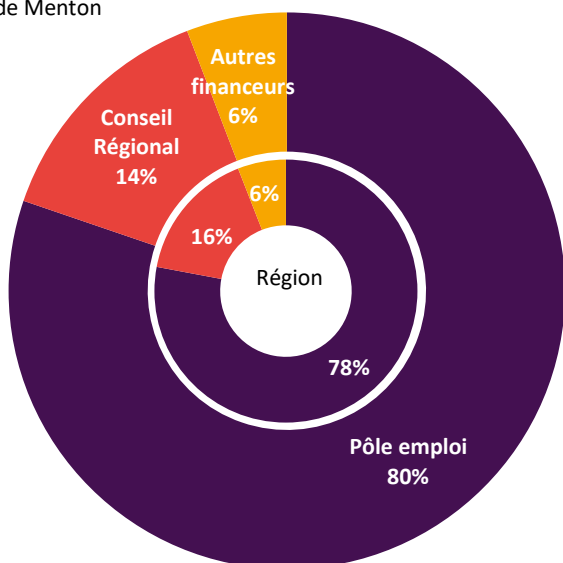
80% des formations du bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie (78% en région). Les formations des Actions de Formation Conventionnées (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (53% des aides contre 36% en région), suivent les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 21% des aides contre 27% en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les formations du Conseil Régional représentent 14% des aides (16% en région) [cf. Graphique 13].

Les principaux domaines de formation sont la formation générale, lettres et langues avec 25%, les services aux personnes (23%) et l'échange et gestion (16%). Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 10] représentent quatre entrées en formation sur cinq en 2019.

Graphique 13

Les principaux financeurs de formation

bassin de Menton



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 10

Les principaux domaines de formation

Domaine	Entrées en formation	Part (en %)
Formation générale, lettres et langues	190	25%
Services aux personnes	180	24%
Echange et gestion	120	16%
Services à la collectivité	60	8%
Information, communication	50	7%
Ensemble des entrées	750	100%

EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

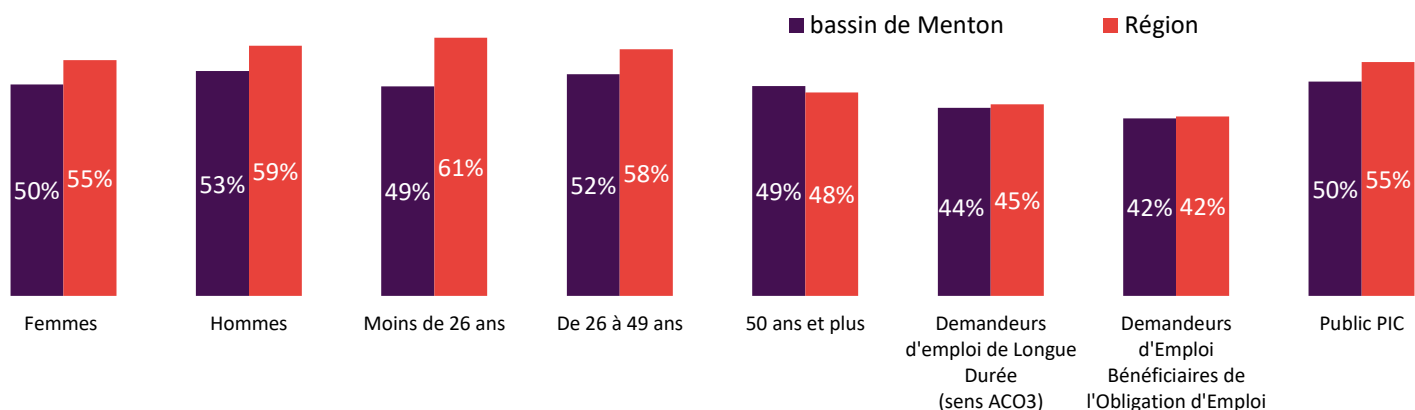


51% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de Menton, 730 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 51% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], ceux ayant le meilleur taux d'accès à l'emploi sont les 26-49 ans. D'autres comme les demandeurs d'emploi de longue durée (au sens de l'ACO3) et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi. En particulier, les moins de 26 ans ont un taux d'accès à l'emploi post-formation inférieur de 12 points par rapport à la région.

Graphique 14

Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



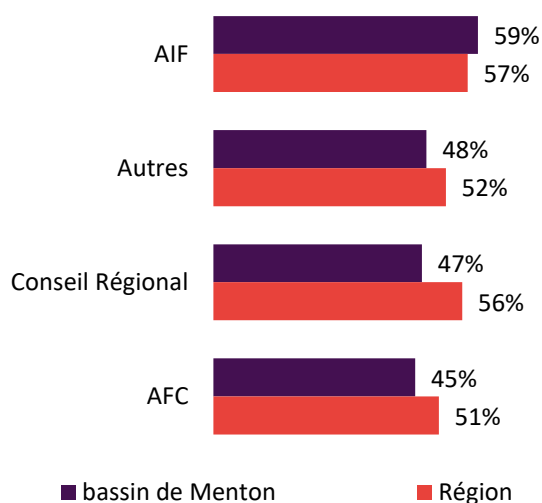
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation FOR4 enrichi, SISP sortants de formation champ total

Les AIF permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 15]. Les AIF ont le meilleur taux d'accès avec 59%, étant des formations préalables à l'embauche. Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont celui de l'échange et gestion (59%) avec le champ transport, celui des services aux personnes (54%) avec les champs hôtellerie restauration et santé secteur sanitaire, et celui de l'information, communication (48%) avec le champ secrétariat assistantat [cf. Tableau 11].

Graphique 15

Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (*)



Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

(*) Les résultats des aides POEI et POEC n'étant significatifs pour certains territoires (moins de 60 sortants de formation), elles sont affichées à 0.

Tableau 11

Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi	Sortants de formation
Services aux personnes	54%	200
Echange et gestion	59%	120
Formation générale, lettres et langues	35%	110
Information, communication	48%	60
Total des sortants	100%	730

Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

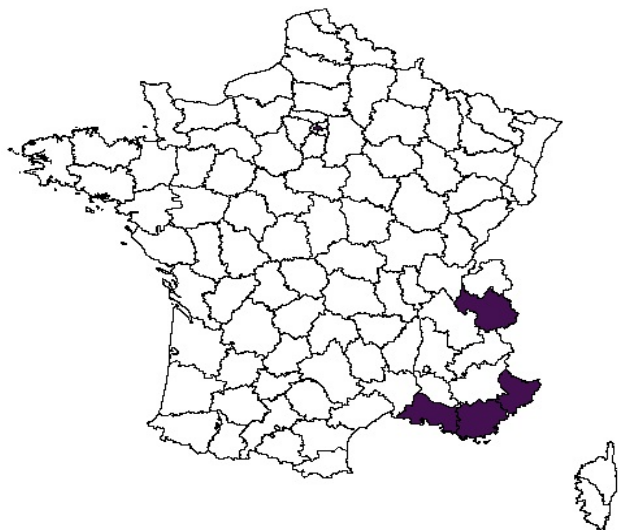


Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la **Statistique du Marché du Travail (STMT)**, permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 92% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 2%, ils se dirigent vers le Var, et une proportion identique se dirige vers les Bouches-du-Rhône [cf. **Tableau 12**].

Tableau 12

Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Alpes-Maritimes	88%
Var	2%
Bouches-du-Rhône	2%
Paris	1%
Savoie	1%

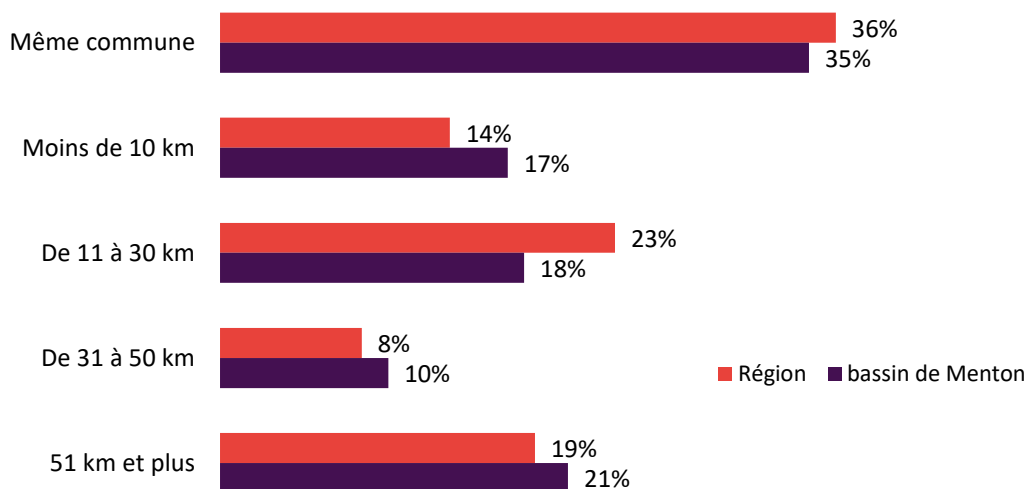
Aide à la lecture :
2% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin de Menton en 2018 ont trouvé un emploi dans le Var.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Plus d'un tiers (35%) retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% région), alors qu'un sur cinq ont repris un emploi à plus de 50 kms de leur domicile [cf. **Graphique 16**].

Graphique 16

Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

En résumé

Le dynamisme démographique n'est pas un marqueur du bassin avec un taux de variation annuel de la population de seulement +0,05%. Le taux de variation annuel dû au mouvement migratoire de +0,6% peut illustrer une relative attractivité du bassin.

La spécificité de l'emploi présentiel dans le bassin de Menton (83%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce est toujours créateur d'emploi sur un an.

Avec un taux de chômage de 7,1% au 2^e trimestre 2020, la main d'œuvre du bassin est la moins touchée par le chômage du département des Alpes-Maritimes. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 14% des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin perçoivent le RSA.

Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'était atténuée d'année en année. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 92% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 21% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont plus de 750 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Menton. 51% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de la région. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

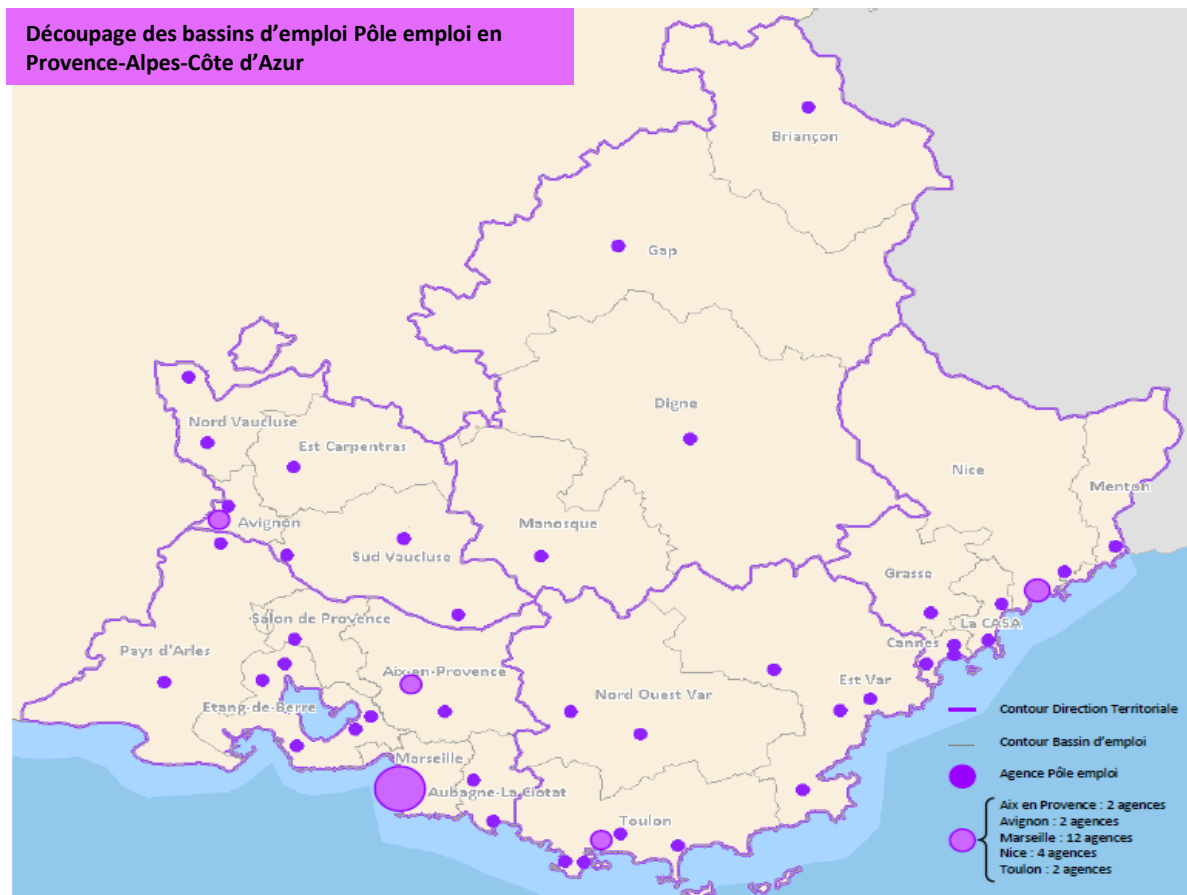
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de www.pole-emploi.org ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
Jocelyn VENTURA
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, études et évaluations

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

